

De l'argent il y en a...



On le dit et on le répète depuis plusieurs années : nos salaires ne sont pas à la hauteur ! Pas à la hauteur de l'inflation, pas à la hauteur du coût de la vie, pas à la hauteur de notre investissement dans le fonctionnement des services publics (n'en déplaise aux pisses vinaigre qui passent leur temps à vilipender la fonction publique et ses agent.es !).

Les dernières réunions consacrées à la rémunération avec le ministre de la fonction publique... oups ! il n'y en a pas ! Donc les

dernières réunions avec le ministre en charge du budget ont été vaines : aucune annonce, aucune mesure, pas d'ouverture de négociation salariale et des mesures d'urgence face à la situation économique...

Les revendications syndicales restent les mêmes : ouverture d'une négociation salariale, dégel du point d'indice, attribution de 85 points d'indice pour toutes et tous, indexation de la valeur du point sur l'inflation...

D'autant que sur les autres fronts, il n'y a pas non plus d'avancées ! Sur le projet de décret sur les ASA (Autorisation Spéciales d'Absence), le gouvernement n'a absolument pas tenu compte des propositions syndicales pour améliorer l'existant et sécuriser les dispositifs les plus favorables existants. Le texte limite les droits des agent.es publics, c'est un texte porteur de reculs sociaux et qui aggrave les inégalités entre les femmes et les hommes, au moment même où les négociations sur l'égalité professionnelle piétinent, où la transposition de la directive sur la transparence salariale manque singulièrement d'ambition et où les premiers travaux sur le temps partiel thérapeutique annoncent de nouvelles régressions.

Le passage en force, après deux séances où les organisations syndicales ont voté contre le projet de décret, donne à voir un gouvernement qui ne souhaite décidément pas entendre les revendications de ses agent.es !

Dans le même temps, le gouvernement prévoit des « mesures de précaution » de 6 milliards d'euros pour l'année 2026. Ces milliards d'euros d'économies vont peser lourd sur les services publics et la fonction publique.



Le 5 mai, devant Bercy, ATTAC dénonce les multinationales biberronnées aux aides publiques (source ATTAC).

Solidaires Bercy agit avec Attac

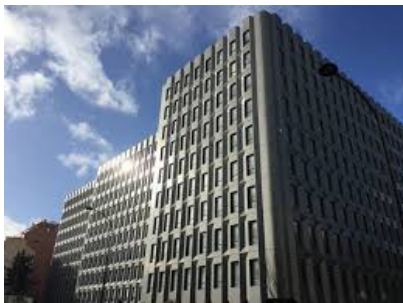
Depuis le 1^{er} janvier 2026, Solidaires Bercy a rejoint ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens). Nous avons les mêmes valeurs : justice sociale et écologique, solidarité et démocratie émancipatrice. Nous sommes persuadées qu'un autre monde est possible !

Entre autres actions, Solidaires Finances Publiques et ATTAC ont tenu une conférence de presse le 8 avril dernier pour le lancement de la campagne déclarative sur les revenus 2025 pour dénoncer le contexte d'injustice fiscale dans lequel elle se déroule : rien n'est fait pour aller chercher l'argent dans la fraude et l'évasion fiscale et les aides aux entreprises sans conditionnalité !

Solidaires Bercy appuie aussi l'interpellation de la commission d'enquête sur la fiscalité des très riches par ATTAC [à la recherche de l'impôt perdu](#) et soutient la campagne contre les multinationales qui profitent de milliards d'euros d'aides publiques, alors même qu'elles sont responsables de graves dégâts sociaux et écologiques... Par exemple, au hasard, Total qui a empoché 1 milliard de dollars en un mois en spéculant sur la guerre et la hausse des prix du pétrole.

Et vous aussi, vous pouvez agir en signant la pétition d'ATTAC pour taxer les superprofits pétroliers et empêcher qu'ils soient délocalisés dans des paradis fiscaux. [Accéder à la pétition](#)

Dans les cartons...



Le déménagement de l'Atrium vers le Carré Rive Gauche se précise... Mais pas pour le meilleur ! Comme c'était à prévoir, la diminution et l'inéquité de la répartition du nombre de mètres carrés par agent.e posent d'innom-

brables problèmes. Les services des ressources humaines, majoritairement concernés par ce déménagement, sont aussi ceux pour lesquels le besoin de confidentialité est particulièrement évident (conseillères mobilités-carrières, conditions de travail...). Las ! Ces spécificités ne sont apparemment pas prises en compte. Encore plus problématique : le fait que contrairement à ce qui avait été annoncé, certain.es agent.es ne soient pas associé.es à la réflexion sur des aménagements qui doivent prendre en compte leur méthode de travail.

Pour **Solidaires Bercy**, si ce déménagement est souhaitable (le bail de l'Atrium non seulement coûte un bras mais en plus les conditions de travail dans ce bâtiment sont loin d'être optimales !) ça ne peut être que pour une amélioration des conditions de travail et pas une dégradation ! Ce qui semble être le cas pour le moment. Il est urgent de tout remettre à plat et d'écouter ce que les agent.es disent !

DINUM-DITP : une annonce qui fait du bruit !

Le premier ministre a annoncé à la fin du mois dernier la fusion de la DITP et de la DINUM (respectivement Direction Interministérielle de la Transformation Publique et Direction Interministérielle du Numérique). Ces deux directions ont connu depuis des années des changements de rattachement, de contours, de missions... « Faire et défaire c'est toujours faire » pourrait-on dire !

La seule explication donnée par le premier ministre, lors d'une conférence de presse et jamais lors d'échanges dans le cadre du dialogue social ou avec les agent.es concerné.es, est le danger des cyberattaques et la démultiplication des vols de données.

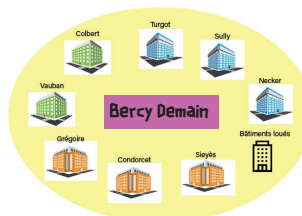
Les questions de cybersécurité, de numérisation ne sont pas l'alpha et l'oméga de la vie des agent.es et de la fonction publique. C'est un peu court comme façon d'envisager la fonction publique et les chantiers à mener. Mais, il s'agit peut-être juste d'une annonce sans véritable réflexion ? Ce ne serait malheureusement pas la première fois !

On attend maintenant que le projet soit présenté et discuté dans une instance paritaire. **Solidaires Bercy** se fera le porte-parole des agent.es concerné.es lorsque le CSA-C se réunira... C'est bien comme ça que c'est prévu, non ?

Bercy Demain... ou aujourd'hui ?

Pas de confusion : les déménagements des mois à venir ne rentrent pas dans le projet de Bercy Demain, qui, comme son nom l'indique n'aura pas lieu aujourd'hui !

Comme l'explique le message envoyé aux agent.es par le secrétariat général le 17 avril dernier, la Conférence Nationale de l'Immobilier Public (CNIP) a validé le projet, première étape qui enclenche la phase de programmation.



Solidaires Finances a été entendu par la mission de réaménagement Bercy Demain. Nous avons rappelé que nous n'étions pas opposés au projet dans ces grands axes : amélioration de la qualité de vie au travail, nécessaire

prise en compte des conditions environnementales (sobriété énergétique et adaptation au changement climatique) et réflexion sur la dépense publique. Sauf que, pour nous, l'amélioration des conditions de travail ne passent pas par la diminution drastique des espaces de travail. Il nous paraît même assez contradictoire de valider la diminution des mètres carrés et, dans le même temps, de restreindre le nombre de jours de télétravail ! Nous avons aussi pointé du doigt l'épreuve que constituera la mise en œuvre des conditions de repli pendant les travaux. Cette période pourrait durer assez longtemps (plusieurs mois, voire années) et entraîner une dégradation des conditions de travail des agent.es.

Sur l'aspect « démocratique » du projet, nous avons relevé le fait que les personnes aujourd'hui associées au projet ne seront pas les mêmes que celles qui, in fine, seront les usagèr.es de ces bâtiments rénovés.

Par ailleurs, l'avenir de ce projet pourrait être remis en cause par la création de la foncière immobilière de l'état. Cette instance aura vocation à administrer les bâtiments de l'État, en devenant l'unique propriétaire du parc, les ministères devant alors payer un loyer pour l'occupation de leurs locaux. Ce qui, d'un point de vue financier, va changer l'équilibre du projet Bercy Demain... Bercy Demain ce n'est décidément pas pour aujourd'hui !

A voté... en décembre !

On va vous en parler souvent. Pas pour vous basiner mais parce que vraiment ce moment de démocratie est important pour tous les agent.es ! Du 3 au 10 décembre, nous serons appelés à choisir nos représentant.es du personnel pour les quatre années à venir. Ces représentant.es siègeront dans différentes instances : Comités Sociaux d'Administration (CSA), dans les Formations Spécialisées (FS), dans les Commissions Administrative Paritaire (CAP) et dans les Commissions Consultatives Paritaires (CCP). Iels auront la responsabilité de défendre les intérêts des agent.es et de porter leurs revendications... Ce n'est pas rien ! Pour **Solidaires Bercy**, ce sera le moyen de porter ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.